

CONFÉRENCE DE PRESSE CONJOINTE DE MM. NICOLAS SARKOZY, PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE, ET HAMID KARZAÏ, PRÉSIDENT DE L'AFGHANISTAN, SUR LA PRÉSENCE MILITAIRE FRANÇAISE EN AFGHANISTAN ET SUR LA COOPÉRATION FRANCO-AFGHANE, À PARIS LE 27 JANVIER 2012.

27 JANUARY 2012 - SEUL LE PRONONCÉ FAIT FOI

LE PRÉSIDENT -- Mesdames et Messieurs,

Monsieur le Premier ministre,

Monsieur le Ministre d'Etat,

Monsieur le Ministre de la Défense,

Nous nous retrouvons avec le Président KARZAI pour la quatrième fois, le Président KARZAI est un homme pour qui nous avons estime et respect. Nous avons parlé longuement de la tragédie de Gwan, où quatre soldats français ont été assassinés.

Voici ce dont le Président KARZAÏ et moi-même sommes convenus aujourd'hui :

Première chose : l'infiltration de Talibans dans l'armée afghane, qui est la cause de la mort tragique de nos soldats, est une menace grave qui a été jusqu'ici sous-évaluée.

Il faut en tirer toutes les conséquences, réviser de façon détaillée les conditions d'exécution de la mission de formation et renforcer de façon décisive la sécurité de nos troupes.

Le Président KARZAI a pris l'engagement de tout faire en ce sens. Nos ministres de la Défense sont chargés de mettre en œuvre les mesures de protection supplémentaires qui ont été décidées.

Nous demanderons à l'OTAN de se saisir d'urgence du problème des infiltrations dans l'armée et la police afghanes, car il affecte l'ensemble de notre stratégie de transfert aux Afghans et concerne tous les alliés.

Ayant reçu les assurances que nous demandions, la reprise des missions de formation dispensées par les militaires français sera effective dès demain.

Deuxièmement, le Président KARZAI, et je l'en remercie, nous a assuré que la province de Kapisa, où se trouve le contingent français, passerait sous responsabilité afghane à partir du mois de mars prochain.

Troisièmement, nous avons décidé, d'un commun accord avec le Président KARZAI, de demander à l'OTAN une réflexion sur une totale prise en charge des missions de combat de l'OTAN par l'armée afghane au cours de l'année 2013.

Le gouvernement français portera une proposition dans ce sens lors de la réunion des ministres de la Défense de l'OTAN les 2 et 3 février prochain.

Pour la France, la poursuite de la transition et ce transfert graduel des responsabilités de combat permettra de planifier le retour de la totalité de nos forces combattantes dès la fin de l'année 2013.

Le retour de nos soldats est engagé depuis le Sommet de l'OTAN en novembre 2010.

400 soldats sont déjà rentrés en France l'an dernier.

D'ici la fin de l'année 2012, compte tenu des progrès de la transition, et en accord avec le Président KARZAI, 1 000 soldats supplémentaires quitteront l'Afghanistan.

A l'issue, après le retrait de nos forces combattantes, la France restera engagée dans la formation de soldats afghans, aux conditions de sécurité que j'ai évoquées.

Enfin, nous venons de signer un traité franco-afghan.

Ce traité organise la coopération bilatérale entre nos deux pays dans les domaines essentiels du développement futur de l'Afghanistan : l'agriculture, la santé, l'éducation, les institutions, les infrastructures.

C'est la traduction concrète de l'engagement de la France en Afghanistan sur le long terme. Nous soutenons la démocratie afghane.

Une nouvelle étape s'engage avec les Afghans, au cours de laquelle les projets civils et de développement prendront progressivement le relais de notre présence militaire.

A titre d'exemple, nous travaillons d'ores et déjà sur l'hôpital français pour la mère et l'enfant de Kaboul, pour la création d'un réseau de lycées techniques agricoles, un partenariat entre nos services géologiques pour développer les ressources minières considérables de l'Afghanistan, et l'appui à la

création d'une gendarmerie afghane.

C'est clair, l'avenir de la coopération entre la France et l'Afghanistan, c'est une coopération civile, économique, diplomatique, politique. Notre coopération militaire sera un soutien logistique et de formation. Nous restons engagés aux côtés de nos amis Afghans, mais la sécurité de l'Afghanistan, nous le souhaitons, nous pensons que c'est leur intérêt et c'est d'ailleurs la conviction du Président KARZAI, c'est d'abord l'affaire des Afghans.

Je vous remercie, Monsieur le Président.

M. HAMID KARZAI -- Merci beaucoup cher ami, Monsieur le Président SARKOZY, Monsieur le Premier ministre, Messieurs les Ministres, Messieurs les Ambassadeurs, merci pour cette réception et pour cette réunion extrêmement utile.

Monsieur le Président, avant que j'en vienne aux questions que nous avons évoquées, j'aimerais exprimer les condoléances et les regrets du peuple afghan pour la France à la suite de la mort de quatre soldats français. Le peuple afghan vous adresse ses condoléances, exprime ses regrets. Le peuple afghan est reconnaissant envers le peuple français pour toutes ces années de soutien indéfectible de la France. La France a montré qu'elle était disposée à aider notre pays avec ses ressources concrètes et également sous la forme du sacrifice de l'armée, de jeunes hommes et femmes.

Monsieur le Président, ceci témoigne de l'engagement pris par la France envers l'Afghanistan et aujourd'hui en signant ce traité d'amitié pour l'avenir, la France a renouvelé son engagement envers l'Afghanistan dans les domaines que vous venez de décrire.

Oui, Monsieur le Président, il est exact que l'Afghanistan doit prendre en charge sa propre sécurité et la protection de son peuple ainsi que l'organisation de la discipline, l'Afghanistan a pu bénéficier de cette aide au fil de ces dernières années, l'Afghanistan a pu grâce à cette occasion s'occuper de plus en plus de ses propres affaires, 50% de sa population, la responsabilité en a été déjà été transférée et cette transition se poursuivra d'ici à la fin 2013 et au plus tard en 2014 comme convenu.

Le Président SARKOZY et moi-même, avons également évoqué le transfert de l'autorité sur la Kapisa qui commencera au mois de mars de cette année et ensuite la France continuera sous forme de soutien, activités de formation également, Monsieur le Président, l'Afghanistan reconnaît cette amitié qui l'unit à la France depuis quasiment un siècle notre relation ne date pas d'hier et l'engagement de la France envers l'Afghanistan en est la preuve.

Lors de notre entretien, nous avons pu constater que nous étions d'accord. Nous sommes d'accord sur les points évoqués par le Président SARKOZY et à mon retour à Kaboul, je procéderai à la mise en œuvre de ces mesures et vous en avez mon assurance.

Monsieur le Président encore une fois, je vous remercie pour le soutien généreux que vous a apporté la France dans le domaine de l'éducation, de la santé, son soutien économique également, son soutien militaire, l'Afghanistan vous en est reconnaissant et le sera à l'avenir.

QUESTION -- Deux questions, si vous me le permettez. Les soldats qui vont rester, on a bien compris, au-delà du retrait des forces combattantes en 2013, combien seront-ils et jusqu'à quand resteraient-ils en Afghanistan ? Deuxièmement, ces missions qu'ils vont reprendre et ces opérations de formation, compte-tenu des événements qui se sont passés la semaine dernière, est-ce qu'elles vont changer dans la manière dont on les organise, est-ce que l'on va changer la façon dont on organise le contact, par exemple, entre les soldats afghans et les soldats français ?

LE PRESIDENT -- Tout d'abord, la France est engagée avec ses amis Afghans et ses alliés. Et j'aurai une conversation avec le Président OBAMA qui d'ailleurs est tout à fait informé des annonces que nous avons faites.

En 2011, 400 soldats français sont rentrés à la maison. En 2012, 1 000 de plus rentreront du fait du transfert à nos amis Afghans de la Kapisa. Les soldats qui resteront feront une action d'encadrement et de formation pour développer l'armée afghane. Ce qui changera, c'est que les conditions de sécurité au moment du recrutement dans l'armée afghane -- le Président KARZAI nous l'a dit, nous lui faisons confiance -- seront plus fortes.

L'idée que nous allons proposer à l'ensemble de nos alliés, en accord avec le Président KARZAI, c'est que après 2013, les forces alliées, les forces de la coalition auraient vocation à être des forces au service de l'encadrement de la formation et non pas des forces combattantes. Le Président KARZAI le dit depuis longtemps, c'est aux Afghans d'assurer leur sécurité. Nous pouvons les aider. Mais

un depuis longtemps, c'est aux Afghans d'assurer leur sécurité. nous pouvons les aider. mais l'opération qui avait été décidée, il y a dix ans, par M. JOSPIN et par M. CHIRAC, forcément elle a un terme. Ce terme n'est pas fixé par les talibans, ce terme est fixé par la conviction que nous avons tous, le Président KARZAI comme nous-mêmes, qu'un pays de près de 30 millions d'habitants ne peut pas supporter de ne pas assurer lui-même sa sécurité et d'avoir des bases militaires étrangères sur son territoire. Cela doit se faire en ordre. Donc cela, c'est 2013 : nous souhaitons qu'il n'y ait plus de forces de la coalition combattantes.

Après en 2014, il restera un certain nombre d'éléments militaires qui continueront la formation mais cela sera bien sûr résiduel par rapport aux forces qui sont aujourd'hui en Afghanistan. Il est difficile de donner un chiffre dès maintenant, cela doit faire l'objet de discussions avec le Président KARZAI, mais ce sera à tout le moins de l'ordre de quelques petites centaines. Ce point fera l'objet d'une discussion avec les ministres, le gouvernement.

Mais le projet, c'est celui-ci : 2012 : la Kapisa, à partir de mars, rendue aux forces afghanes, 1 000 soldats de plus qui rentrent E après 2013 : on continue les actions de formation, on n'est plus dans les actions combattantes. Et donc à partir de 2014, un pays souverain qui assurera sa sécurité lui-même, et où nous aurons une tâche, qui sera définie par le ministre de la Défense, de formation, de logistique, de réalisation d'infrastructures.

C'est d'ailleurs la même opération qui est engagée en Côte d'Ivoire, avec qui nous avons signé un nouveau traité de défense, hier. La Côte d'Ivoire a -- je le disais au Président KARZAI -- plusieurs centaines -- quelques milliers --, de soldats français sur son territoire. L'armée française n'a pas vocation à rester à Abidjan. Nous laissons 200, 300, 400 soldats sur place. Nous avons, Monsieur le ministre d'Etat, une communauté française importante. Voilà, ce que nous ferons. Voilà le calendrier précis.

Et ce qu'il est important que vous compreniez, c'est que cela se fait en accord avec le Président KARZAI -- c'est un pays de 30 millions d'habitants, l'Afghanistan --, et en accord avec nos alliés d'une façon organisée et raisonnable, me semble-t-il.

QUESTION -- Juste pour que je comprenne bien, la grosse partie de la mission française en Afghanistan, en ce moment, c'est justement en Kapisa. Vous êtes en train de nous dire que fin mars, la France va céder le contrôle de ce territoire qui est quand même stratégique pour les Afghans, je voudrais bien préciser cela. Et, par ailleurs, ne craignez-vous pas la critique que cela peut affaiblir l'alliance en générale, l'OTAN, en voyant que le quatrième contributeur va réduire ses forces ?

LE PRESIDENT -- Merci de vos questions. Que les choses soient claires, nos soldats ont fait un travail remarquable en Kapisa, comme avant, ils avaient fait un travail remarquable en Surobi. C'est parce qu'ils ont fait un travail remarquable que nous pouvons passer le relais à nos amis Afghans. Nous n'avons pas attendu la tragédie de ces jours derniers pour décider de cela, vous comprenez.

Le travail qui a été fait et qui nous avait été demandé par les alliés et par le Président KARZAI, c'était de pacifier la Kapisa. Or, tous les alliés et les autorités afghanes -- ça compte -- disent : « le travail qu'a fait l'armée française est remarquable ». Mais de la même façon que j'ai organisé le transfert de la sécurité de Kaboul à nos amis Afghans et de la même façon que pour la Surobi, nous avons procédé de la même manière.

Nous ne sommes pas une force d'occupation. Nous n'avons pas vocation à rester dans un pays de 30 millions d'habitants. Nous faisons confiance au Président KARZAI que nous recevons comme un chef d'Etat ami. Nous faisons confiance à sa capacité de prendre en main la Kapisa. C'était prévu. Lorsque j'étais moi-même avec le ministre en Afghanistan, j'avais d'ailleurs indiqué au commandement américain comme au Président KARZAI que ce serait notre demande. C'est un travail d'évaluation de la sécurité en Kapisa qui nous a conduits à faire cette demande et qui a conduit le Président KARZAI à l'accepter.

QUESTION -- Si je peux poursuivre avec une question au Président KARZAI. Monsieur le Président KARZAI, comment rassurez-vous les Etats-Unis et les alliés pour qu'ils restent, compte tenu de la crise économique à laquelle sont confrontés les Etats-Unis et l'Europe et compte tenu de la pression à laquelle sont soumis les hommes politiques et, en particulier le Président SARKOZY, pour ramener leurs troupes à la maison le plus tôt possible ? Alors, comment les encouragez-vous à rester ?

M. HAMID KARZAI -- Nous sommes déjà parvenus à un accord avec nos alliés au terme duquel, d'ici à

2014, il y aura un transfert au profit des autorités afghanes. Transfert total de l'autorité. Nous envisageons également, compte tenu de la vitesse de la transition en cours, que ceci puisse être terminé d'ici 2013, et c'est une chose que nous souhaitons également en Afghanistan. Tous les alliés ainsi les autres grandes puissances se sont rassemblés à l'occasion de la conférence de Bonn au mois de décembre et des engagements ont été pris envers l'Afghanistan pour la période 2014-2024 afin que l'Afghanistan reçoive un soutien. Nous pensons que ceci est suffisant pour que nous puissions continuer à stabiliser notre pays et à construire nos institutions.

Ce n'est pas une préoccupation, c'est une volonté, c'est une exigence de toutes les parties et l'Afghanistan doit être en mesure d'assurer la sécurité de sa population et assurer l'Etat de droit. Bien entendu, il y aura une poursuite des activités de formation et une aide à l'institutionnalisation de nos forces de sécurité. Et il y aura une aide économique et dans de nombreux domaines avec tel ou tel pays, comme il conviendra. Merci à tous.